

Union
Départementale
de Saône et Loire



5 rue Guynemer
71200 Le Creusot

Téléphone : 03 85 57 35 15
Télécopie : 03 85 58 61 44
E-mail : ud71@cgt.fr

Le Creusot le 7 juin 2016

Lettre ouverte

A M. Barbey
Président du MEDEF 71

Monsieur,

Notre organisation syndicale a découvert dans la presse vos propos haineux et insultants à l'encontre des salariés qui luttent et les organisations syndicales qui les organisent et les défendent.

Vos propos, tout comme celui de votre représentant national, M. Gattaz, démontrent publiquement votre irresponsabilité et votre véritable visage, fermé à toute négociation, poussant les salariés à hausser le ton, et durcir les mouvements de contestation ainsi que les mouvements revendicatifs.

Vous reportez sur les organisations syndicales de salariés vos propres attitudes et comportements !

Ce ne sont pas les syndicats ni les salariés en lutte qui mettent en danger les entreprises, mais bien les grosses entreprises et leurs actionnaires ! En faisant *trimer* les salariés pour augmenter le profit, en étouffant les petites et moyennes entreprises pour reverser encore et toujours plus de dividendes aux actionnaires. (*Selon OXFAM, en 2016, les 1% les plus riches de la population mondiale posséderont plus de patrimoine que les 99% restants.*)

En Bourgogne, les chiffres sont là pour appuyer et démontrer que la CGT dit vrai, en effet, **les entreprises bourguignonnes ont touché 1,2 Milliards d'€ en 2015 pour un résultat négatif puisqu'il y a eu 6 495 chômeurs supplémentaires !**

Où est donc passé votre pin's avec le million d'emploi ? Les entreprises ont touché -et vont encore toucher- des milliards d'euros d'aides publiques destinées soi-disant à l'emploi et aux salaires... mais la réalité est là, devant les yeux de tous les salariés ! Le patronat revendique toujours plus de milliards pour licencier !

Le préfet de S&L avoue ouvertement devant les organisations syndicales qu'en embauchant 10 fonctionnaires supplémentaires il ne pourrait pas répondre à nos questions qui étaient de savoir quelles entreprises avaient touché des aides publiques, pour quel montant et pour quels résultats en termes d'emplois et de salaires.

Le préfet avoue tranquillement qu'il n'y a aucune contrepartie demandée aux entreprises lorsqu'elles touchent des aides publiques, et qu'il n'y a aucun contrôle des services de l'Etat pour vérifier la bonne utilisation de l'argent public destiné à créer des emplois ou augmenter les salaires...

Sur le fait syndical aussi nous pouvons parler. Le nombre de salariés victime de discrimination, de pression, de répression, de licenciement est innombrable tellement c'est devenu une pratique courante et permanente dans les entreprises. Les directions se croient au-dessus des lois et tapent en permanence sur les salariés et sur leurs représentants pour éviter qu'ils ne s'organisent et ne revendiquent.

Où est l'égalité entre un employeur et un salarié ? Le lien et pouvoir de subordination font que le salarié sera toujours *plus faible* que la direction, d'où la nécessité de s'organiser dans des syndicats. Mais là encore, pourquoi la cotisation syndicale des salariés sort de leur porte-monnaie alors que les dirigeants des entreprises paient leur adhésion syndicale au MEDEF avec l'argent de l'entreprise et pas leurs deniers personnels ? C'est encore le travail des salariés qui financent le syndicat des patrons, le même syndicat qui refuse de négocier quand il n'y a pas grève et qui hurle au loup quand il y a grève !!!

Mais Monsieur, depuis le temps que vous dites que le travail coûte cher, vous devriez être content ! Les salariés sont en grève, vous n'avez donc pas à les payer ! Alors pourquoi entend-on partout que la grève coûte cher ? Ah oui, parce que le travail humain crée de la richesse... et que sans travail humain pas d'activité économique, donc pas de richesses créées pour les entreprises, et in fine pas de profits aux actionnaires !

Alors, monsieur le président du MEDEF, au lieu de tenir des propos insultants et irresponsables, qui entraînent la dégradation du dialogue social et la montée de la violence, mettez-vous autour d'une table et négociez une plus juste répartition des richesses créées par les salariés !

Pour terminer, nous insistons également sur les aspects humains des millions de travailleurs qui perdent leur vie en voulant la gagner.

Nous pouvons citer des multinationales où les actionnaires ont très largement profité des remontées de dividendes réalisés au détriment de la sécurité des travailleurs. Ces dernières années, il y a eu plusieurs accidents mortels dans des entreprises de S & L, pourtant très profitables et certaines faisant même partie du club très fermé des plus grandes entreprises du CAC 40.

Il ne suffit pas d'afficher des panneaux lumineux aux entrées d'usine pour réduire les accidents et leur gravité. *Une enquête du Figaro de 2015 titrait : Deux rapports de la médecine du travail pointent des nouveaux errements de la multinationale sur les conditions de travail dans ses entrepôts. Amazon est aussi accusée de fraude dans le but d'améliorer ses statistiques d'accidents du travail.*

Pour améliorer les conditions de vie et de travail des salariés, la première des choses est de les écouter, et d'écouter leurs représentants du personnel, et de faire fonctionner les instances telles que les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail au lieu de les contourner par des commissions AD HOC ou de multiples groupes de travail.

Dans l'attente de vous voir plus ouvert à la négociation avec les salariés qui créent les richesses, et leurs représentants syndicaux, nous avons transmis vos propos publics à notre confédération qui a déjà porté plainte contre M. Gattaz. Cela alourdira votre dossier déjà chargé !

Recevez, monsieur, l'expression de nos salutations syndicalistes responsables et déterminés à organiser les salariés pour faire valoir et défendre leurs droits.

Le secrétariat de l'Union départementale CGT de Saône et Loire